COMMUNAUTÉ
ÉCONOMIQUE
EUROPÉENNE

PARLEMENT EUROPÉEN

DOCUMENTS DE SÉANCE

1968-1969

COMMUNAUTÉ
EUROPÉENNE
DE L'ÉNERGIE
ATOMIQUE

24 JUIN 1968

DOCUMENT 57

COMMUNAUTÉ
EUROPÉENNE
DU CHARBON
ET DE L'ACIER

Rapport

fait au nom de la commission des affaires sociales et de la santé publique

sur l'exposé de la Commission des Communautés
européennes
sur l'évolution de la situation sociale dans la Communauté
en 1967 (doc. 2/68)

Rapporteur: M. van Hulst

ÉDITION DE
LANGUE FRANÇAISE

La commission des affaires sociales et de la santé publique a été chargée d'examiner l'exposé de la Commission des Communautés européennes sur l'évolution de la situation sociale dans la Communauté en 1967.

Au cours de sa réunion du 13 mars 1968, la commission a désigné comme rapporteur M. van Hulst.

Elle a procédé lors de sa réunion du 9 avril 1968 à l'examen de l'exposé de la Commission des Communautés européennes, qui a donné lieu, le 19 avril 1968, à un échange de vues avec des représentants de l'organisation européenne de la C.I.S.C. et de la C.I.S.L. ainsi qu'avec des représentants de l'organisation européenne des employeurs (U.N.I.C.E.).

Elle a discuté de l'exposé des motifs le 20 mai 1968 et l'a adopté à l'unanimité.

Le 4 juin 1968, la commission a adopté par 13 voix contre une la proposition de résolution suivante.

Étaient présents : MM. Müller, président, Troclet et Angioy, vice-présidents, van Hulst, rapporteur, Behrendt, Bergmann, Berkhouwer, Berthoin, Gerlach, M^{lle} Lulling, MM. Pêtre, van der Ploeg, Springorum et Vredeling.

Sommaire

A — Proposition de résolution	3	C — Relations et conditions de travail — Salaires	8
B — Exposé des motifs	5	D — Formation professionnelle	9
I — Introduction	5	E — La sécurité sociale	10
II — Bilan général de l'évolution sociale	6	F — Sécurité et hygiène du travail et pro- tection sanitaire	11
III — L'évolution en 1967	6	G — Logement social, questions fami- liales et services sociaux	13
A — L'évolution économique	6	IV — Considérations sur la politique sociale européenne	14
B — L'emploi	7		

A

La commission des affaires sociales et de la santé publique soumet au vote du Parlement européen, sur la base de l'exposé des motifs ci-joint, la proposition de résolution suivante :

Proposition de résolution

sur l'exposé de la Commission des Communautés européennes sur l'évolution de la situation sociale dans la Communauté en 1967

Le Parlement européen,

- vu l'exposé de la Commission des Communautés européennes sur l'évolution de la situation sociale dans la Communauté en 1967 (doc. 2/68),
- vu le rapport de la commission des affaires sociales et de la santé publique (doc. 57/68),

1. Constate qu'en dépit des difficultés qui se sont manifestées sur le plan économique au cours de l'année couverte par l'exposé, la situation sociale a évolué favorablement dans les États membres, grâce notamment à l'intervention de la Commission et du Parlement européen ;

2. Regrette toutefois qu'en raison du manque de volonté politique du Conseil des Communautés européennes, les efforts déployés au cours des années écoulées par la Commission et par le Parlement européen en vue d'influencer favorablement l'évolution de la situation sociale n'aient pas bénéficié dans la mesure voulue de l'appui qu'il eût fallu leur accorder dans l'intérêt de la population des Communautés ;

3. S'inquiète du niveau assez élevé atteint en 1967 par le nombre de chômeurs et rappelle aux institutions communautaires qu'il leur incombe de veiller, notamment à la faveur d'une collaboration étroite entre les États membres, à sauvegarder les possibilités d'emploi des travailleurs ;

4. Estime en conséquence que des initiatives communautaires énergiques, de nature à contribuer à l'amélioration du marché de l'emploi s'imposent de toute urgence et rappelle notamment :

- sa proposition, formulée dans sa résolution du 1^{er} décembre 1967, de convoquer le plus rapidement possible une conférence tripartite sur les problèmes de l'emploi, afin de promouvoir, par une politique active et coordonnée de l'emploi, l'équilibre du marché du travail ;
- la proposition similaire faite le 21 décembre 1967 par les organisations d'employeurs et de travailleurs au président du Conseil de ministres, tendant à la convocation d'une conférence sur les problèmes du marché de l'emploi, à laquelle le Conseil, la Commission des Communautés européennes et des représentants des organisations d'employeurs et de travailleurs participeraient sur un pied d'égalité, et au cours de laquelle seraient examinées notamment les mesures concrètes à prendre ou à recommander en raison de la situation actuelle du marché de l'emploi et de son évolution probable, afin d'atténuer les inconvénients qui résultent pour les travailleurs de la situation actuelle ou d'y mettre fin ;

5. Souligne une fois de plus à ce propos qu'il s'impose de revoir les attributions actuelles du Fonds social européen, de façon que cet instrument communautaire puisse aussi contribuer, plus efficacement qu'il ne l'a fait jusqu'à présent, à la réalisation du plein emploi ;

6. Demande que soit mise en œuvre une politique d'industrialisation régionale s'appuyant sur une forte infrastructure comportant une variété d'établissements industriels et autres, afin d'éviter les migrations de main-d'œuvre découlant exclusivement du retard

économique et social de certaines régions, et d'assurer une utilisation plus efficace, de préférence dans les régions mêmes où elles existent, des réserves de main-d'œuvre ;

7. Estime en outre qu'il s'impose que la Communauté intensifie son action en vue :

- d'assurer une amélioration constante des relations et des conditions de travail en général, et l'accroissement du pouvoir d'achat que représente le revenu des travailleurs ;
- d'adapter la formation professionnelle aux nécessités économiques et sociales de l'heure, en veillant tout spécialement à assurer une formation polyvalente afin de favoriser l'indispensable mobilité professionnelle, et sans négliger l'importance croissante qu'acquiert l'orientation professionnelle,
- de promouvoir l'harmonisation dans le progrès des systèmes sociaux, conformément aux articles 117 et 118 du traité de la C.E.E.,
- d'encourager la construction de logements sociaux, notamment en poursuivant sans restriction la politique de financement menée sur la base du traité de la C.E.C.A. et en l'étendant à tous les travailleurs de la Communauté et avant tout aux travailleurs migrants,
- de développer et de mieux organiser l'aide aux familles et aux personnes âgées, les services sociaux et le tourisme social, secteurs qui prennent de plus en plus d'importance sur le plan des aspirations sociales ;

8. Attend de la Commission européenne, maintenant qu'est réalisée la fusion des exécutifs, qu'elle donne suite au vœu qu'il a maintes fois exprimé de voir instituer un service communautaire spécial qui serait chargé de la coordination et de la poursuite du travail législatif des États membres en matière de sécurité et d'hygiène du travail et de santé publique en général, et d'organiser ce service de façon telle qu'il puisse faciliter, grâce à son action de coordination, tant l'élaboration de règlements communautaires que l'uniformisation des prescriptions, tout en contribuant à ce que toute la Communauté bénéficie de l'expérience acquise dans les différents États membres ;

9. Exprime sa profonde déception devant l'absence de décisions du Conseil de ministres au sujet de nombreuses propositions présentées par la Commission des Communautés européennes et appuyées tant par le Parlement européen que par le Comité économique et social, et regrette l'influence paralysante ainsi exercée sur la réalisation des objectifs sociaux des traités européens ;

10. Attend de la Commission européenne qu'elle continue non seulement à veiller au respect des obligations découlant des trois traités européens, mais aussi à assurer, dans toute la plénitude de ses attributions, l'application positive et complète de ces obligations,

- ce qui, pour tous les États membres, est une nécessité politique évidente dont l'urgence n'est plus à démontrer, notamment :
- en continuant à développer les activités déjà entreprises sur la base des trois traités et en fondant ses activités sociales de caractère général sur les dispositions des traités qui permettent la mise en œuvre au niveau communautaire des mesures sociales les plus efficaces et les plus progressistes,
- en s'inspirant d'autre part, dans la mise en œuvre de la politique économique à court terme et à moyen terme, de la politique communautaire dans les domaines de l'agriculture, des transports, des problèmes monétaires, de l'industrie, de l'énergie, et surtout de la politique régionale, du souci d'atteindre les objectifs sociaux des traités ;

11. Rappelle en outre à la Commission des Communautés européennes l'invitation qu'elle lui a déjà adressé, à savoir de s'attaquer sans retard à l'élaboration des propositions d'unification des traités européens, compte tenu de l'impératif urgent de formuler une politique sociale communautaire authentique, réaliste et résolue qui, concordant avec les nouvelles structures économiques et adaptée aux besoins sociaux actuels, tende à apporter des améliorations concrètes au statut social de l'homme ;

12. Charge son président de transmettre la présente résolution et de rapport de sa commission compétente au Conseil et à la Commission des Communautés européennes.

B

EXPOSÉ DES MOTIFS

I — Introduction

1. Pour la première fois depuis la fusion, la Commission des Communautés européennes a publié son exposé sur l'évolution de la situation sociale dans la Communauté, et comme les années précédentes, ces renseignements sur la situation sociale ont été rassemblés, conformément à l'article 122 du traité de Rome, dans un document spécial.

Quelques aspects nouveaux de ce travail s'imposent à l'attention :

a) En raison de sa publication avancée par suite de l'application du traité de fusion, l'exposé ne porte que sur trois trimestres de 1967. De plus, les données statistiques sont moins abondantes que les années précédentes.

Tout en comprenant les difficultés auxquelles la Commission européenne a été confrontée, la commission des affaires sociales et de la santé publique n'en est pas moins consciente qu'il lui est plus difficile, dans ces conditions, de formuler un avis sur l'évolution sociale au cours de l'année écoulée.

b) Cet avancement de la publication, en outre, a eu pour conséquence de rompre avec l'heureuse tradition, suivie jusqu'ici, de recueillir au préalable certains avis, en particulier celui des partenaires sociaux, sur les contenus de l'exposé.

C'est là un fait à regretter, car la commission des affaires sociales et de la santé publique attache par principe beaucoup d'importance à la consultation des partenaires sociaux. Les difficultés purement techniques invoquées à juste titre par l'exécutif étant passagères, elle a le ferme espoir que cette lacune ne se reproduira plus à l'occasion de l'élaboration du prochain exposé.

c) M. Levi Sandri a présenté pour la première fois au Parlement européen l'exposé social de la Commission européenne le 13 mars 1968 ; cette présentation s'est faite conformément à la procédure habituelle suivie depuis des années pour les rapports généraux annuels des exécutifs.

Il va de soi que ce rapport tiendra dument compte des déclarations très intéressantes que le vice-président de la Commission européenne a faites à cette occasion dans son exposé introductif à ce document.

d) Pour la première fois également, l'exposé sur la situation sociale ne porte pas seulement sur les activités sociales et sur l'évolution sociale dans le cadre de la C.E.E., mais porte sur les activités dans

tous les secteurs, c'est-à-dire également dans ceux de la C.E.C.A. et d'Euratom.

C'est là un fait à ne pas négliger, car, outre son importance purement formelle, cette première tentative de « fusion » effective des activités des trois Communautés, au moins dans leur présentation, revêt en plus une signification politique. La portée de cet exposé unique ne saurait pourtant être surestimée, par là qu'il ne supprime évidemment pas les différences entre les Communautés. Cette suppression ne serait d'ailleurs pas souhaitable si elle conduisait à un « nivellement par le bas », c'est-à-dire si l'on en arrivait à aligner les activités de la C.E.C.A. sur celles de la C.E.E.

2. La Commission européenne ayant déclaré n'avoir pas eu la possibilité de consulter au préalable les partenaires sociaux⁽¹⁾, la commission des affaires sociales et de la santé publique a estimé devoir combler cette lacune en procédant, le 19 avril 1968, à des échanges de vues sur l'exposé social de l'exécutif avec des délégués des organisations européennes de la C.I.S.C. et de la C.I.S.L. ainsi qu'avec des représentants de l'Organisation européenne des employeurs (U.N.I.C.E.). Le présent rapport tient compte largement de l'avis de ces représentants.

3. Comme les années précédentes, l'exécutif fait précéder son rapport d'un aperçu des activités spécifiques de la Communauté qui correspond, pour l'essentiel, au chapitre du rapport général concernant les affaires sociales. Cette partie fait l'objet de l'avis rédigé par M. Brégère et versé au rapport général de M. Lückner.

L'adjonction de quelques pages donnant une appréciation politique générale qui faisait pratiquement défaut dans les exposés précédents constitue un progrès appréciable. Ces pages d'introduction sont d'une grande valeur parce qu'elles reproduisent toutes les idées défendues par M. Levi Sandri en décembre 1967 devant le Conseil⁽²⁾. Comme le discours prononcé par M. Levi Sandri au cours de la session de mars du Parlement, cette introduction constitue une prise de position politique précieuse sur les objectifs, les exigences et, pour une part, sur les instruments de la politique sociale de la Communauté.

⁽¹⁾ Au cours de la réunion de la commission du 20 mai 1968, la Commission européenne a signalé qu'elle avait eu, le 30 avril 1968, un entretien avec les partenaires sociaux au sujet de l'exposé sur la situation sociale, lequel, à ce moment, avait déjà été publié.

⁽²⁾ Cf. exposé sur la politique sociale de la Communauté (doc. SEC (67) 5014 fin.), Bruxelles, 18 décembre 1967.

II — Bilan général de l'évolution sociale

4. L'introduction à l'exposé résume comme suit les résultats les plus tangibles de l'intervention des institutions communautaires dans l'évolution sociale des dernières années :

- en matière de libre circulation des travailleurs, la plupart des restrictions et discriminations ont été supprimées et des mesures d'organisation ont été prises pour accélérer la mise en contact et la compensation des offres et des demandes d'emploi sur le marché européen de l'emploi ; les dispositions qui ont déjà été arrêtées trouveront leur complément après approbation des nouvelles propositions qui ont été présentées au Conseil et sur lesquelles le Parlement européen s'est prononcé le 17 octobre 1967. Pour ce qui est de la sécurité sociale des travailleurs migrants, les bénéficiaires des règlements communautaires sont au nombre d'environ deux millions ; les mouvements de fonds que ces règlements entraînent ont dépassé, depuis 1965, 100 millions u.c. par an ;
- de 1960 à 1967, le Fonds social européen a remboursé aux États membres 54,3 millions u.c. au titre de la rééducation et de la réinstallation des travailleurs ;
- de 1964 à 1967, la Haute Autorité a accordé, dans le cadre de diverses actions de réadaptation, des crédits représentant plus de 94 millions u.c. dont ont bénéficié 333.000 travailleurs des industries du charbon et de l'acier ;
- les entreprises ont bénéficié, dans le cadre des actions de reconversion, de prêts totalisant 30 millions u.c. pour la période de 1960-1965 ; ce montant a atteint, en 1966, 54 millions u.c., auxquels sont venus s'ajouter, en 1967, plus de 20 millions u.c. ;
- au 31 décembre 1967, 107 400 logements sociaux, dont 95 500 achevés, avaient été financés par la Haute Autorité. Dans ce but elle a affecté 87,41 millions u.c. de ses ressources propres, 44,38 millions u.c. de fonds d'emprunts et 118,90 millions u.c. de moyens complémentaires, mobilisés à son initiative ;
- 29,5 millions u.c. ont été affectés à des programmes de recherches sur la sécurité et l'hygiène du travail exécutés par la Haute Autorité.

5. La Commission européenne estime qu'il y a eu progrès également pour la Communauté dans son ensemble :

- le chômage a considérablement diminué en dépit d'une légère augmentation au cours des derniers mois, par suite des difficultés d'ordre conjoncturel et structurel survenues dans certains pays (le nombre des chômeurs est redescendu de 2,5 millions en 1958 à 1,5 million en 1966) ;
- les revenus réels bruts annuels des salariés se sont accrus de 50 % de 1958 à 1966 ;

— la part du revenu national consacrée à la sécurité sociale a été sensiblement augmentée dans les six pays, tandis que l'écart maximum entre les différents pays est redescendu de 6,2 % en 1958 à 1,8 % en 1965 (1) ;

III — L'évolution en 1967

6. Le chapitre récapitulatif des activités de la Commission européenne dans le domaine de la politique sociale au cours de la période allant du 1^{er} avril au 31 décembre 1967 fait l'objet d'un avis séparé, élaboré par M. Brégégère, qui sera incorporé au rapport général de M. Lücker. Le présent rapport ne traitera dès lors de ce chapitre que dans la mesure nécessaire à la formulation d'un jugement sur l'analyse, qui va suivre, de l'évolution en 1967.

A — L'évolution économique

7. L'évolution sociale devant toujours être jugée en fonction de l'expansion économique, il n'est pas inutile de résumer ci-après les principales caractéristiques de la croissance économique :

- la croissance économique de la Communauté a marqué un net ralentissement en 1967 (par rapport à 1966, le produit brut de la Communauté ne s'est accru, en termes réels, que de 2,5 %, alors que l'augmentation correspondante de 1966 par rapport à 1965 était de 4 %) ;
- en 1967, l'expansion de la demande intérieure dans la Communauté a été beaucoup plus faible qu'en 1966 ; la conséquence a été que l'offre intérieure de la Communauté n'a accusé qu'un taux de croissance annuelle très modéré en 1967, que l'on peut évaluer à 2,5 %, soit le taux le plus bas jamais enregistré depuis l'entrée en vigueur du traité ;
- le taux de croissance annuelle des dépenses de consommation privée est descendu de 7,8 % en 1966 à 5,5 % environ en 1967 et le taux d'expansion en volume de la consommation privée s'est chiffré à environ 3 %, contre 4,3 % de 1965 à 1966.

8. Ces chiffres se rapportent à l'ensemble de la Communauté et représentent donc une moyenne générale, la situation étant parfois plus favorable dans certains des États membres.

9. Dans le chapitre sur l'évolution économique, votre commission n'a pas trouvé d'indications sur l'évolution du niveau de vie et des prix. Elle a donc été amenée à se référer au rapport général, qui permet de dégager les tendances suivantes :

- alors qu'en république fédérale d'Allemagne, la consommation privée en termes réels par habitant

(1) Cf. les paragraphes II à VI de l'introduction au premier exposé sur l'évolution de la situation sociale dans la Communauté en 1967.

a vraisemblablement diminué de 1 %, son accroissement a été moindre, en 1966 qu'en 1967, en France (3 % contre 4 %) et en Belgique (2 % contre 2,5 %). L'Italie a maintenu son taux élevé d'expansion de 5 % et aux Pays-Bas, l'expansion a été plus importante qu'en 1966 (3 % au lieu de 1,5 %) ce qui ne représente en fait qu'un progrès relatif, l'accroissement y ayant été particulièrement limité en 1966 ;

- pour la première fois depuis 1958, la hausse d'une année à l'autre du niveau moyen des prix à la consommation n'a guère excédé 2,5 % pour la Communauté considérée dans son ensemble, alors qu'au cours des années précédentes, cette hausse avait le plus souvent dépassé 3,5 % (1).

B — L'emploi

10. La commission des affaires sociales et de la santé publique regrette que l'exposé social ne contienne pas comme les années précédentes un chapitre sur l'évolution de la population et de la population active. Il est cependant indispensable de disposer d'informations à ce sujet et notamment de chiffres sur la répartition de la main-d'œuvre selon le sexe et l'âge pour pouvoir se faire une opinion de la situation actuelle et future dans le domaine de l'emploi.

11. Il ressort de l'exposé social qu'en république fédérale d'Allemagne et aux Pays-Bas, d'une manière très sensible, ainsi qu'en France et en Belgique, de façon moins marquée, on observe une tendance à la diminution ou à la stabilisation de l'emploi et à l'accroissement du chômage, accompagnée d'une diminution du nombre des emplois vacants (2).

(1) Paragraphes 99 et 100 du rapport général.

(2) Entre temps, la situation s'est cependant quelque peu modifiée. Les chiffres suivants, relatifs au nombre de chômeurs, ont été fournis après coup par la Commission européenne :

	Belgique	Rép. féd. d'Allemagne	France	Italie	Pays-Bas	Communauté
Février 1968	113.726	589.707	273.753	1.150.794	111.080	2.239.060
Février 1967	85.664	673.572	194.316	1.206.193	101.801	2.261.546
Octobre 1967	87.484	360.846	216.995	959.314	78.301	1.702.940

On lit à ce sujet, dans le n° 4/1968 des « Graphiques et notes rapides sur la conjoncture dans la Communauté » (p. A 2) :

« Bien que, dans l'ensemble, la situation du marché de l'emploi de la Communauté ait accusé une amélioration conjoncturelle, le chômage est demeuré assez important. La vigoureuse expansion de la production dans la Communauté a encore pu être réalisée, dans le secteur industriel, sans apport notable de main-d'œuvre supplémentaire. Elle a résulté des progrès persistants de la productivité par heure-ouvrier, qui se sont révélés très rapides dès le début de la reprise économique. Le chômage a cependant suivi sa régression conjoncturelle dans la république fédérale d'Allemagne et, dans une mesure un peu moindre, aux Pays-Bas. En revanche, il a continué de s'accroître en France et en Belgique, bien que, depuis peu, les statistiques désaisonnalisées des emplois vacants laissent prévoir, dans ces pays, une amélioration de la situation du marché de l'emploi. Par rapport aux autres pays, l'Italie ne paraît disposer que de réserves de productivité limitées ; aussi un accroissement notable de la production ne pourrait-il être obtenu que par une nouvelle réduction du nombre de chômeurs, ce qui, dans un avenir prévisible, pourrait poser des problèmes en ce qui concerne la qualification de la main-d'œuvre ».

12. La réalisation du plein emploi étant l'un de ses principaux soucis, la commission des affaires sociales et de la santé publique s'inquiète du fait que le nombre des chômeurs est assez élevé : 1 700 000 en octobre 1967 contre 1 440 000 en octobre 1966 pour l'ensemble de la Communauté.

Elle partage l'avis de la Commission européenne selon lequel, en présence des causes qui, selon elle, sont à l'origine de cet accroissement de chômage, tout doit être mis en œuvre pour favoriser la mobilité professionnelle des travailleurs en accordant une attention particulière aux régions en retard, aux régions périphériques et aux régions en cours de reconversion.

13. En matière de reconversion, la Commission européenne déploie certes, dans le cadre du traité de la C.E.C.A., une activité que votre commission ne peut qu'approuver, mais en ce qui concerne la reconversion dans d'autres secteurs confrontés à des difficultés structurelles (l'exposé social donne l'exemple de l'industrie textile et celui de la construction navale) ainsi qu'en ce qui concerne la mobilité professionnelle, la Commission européenne devrait faire preuve de plus d'imagination.

En premier lieu, votre commission espère que les enseignements recueillis par la Haute Autorité sur la base d'un sondage de 1966 portant sur une série d'expériences de rééducation professionnelle et d'un colloque qui a eu lieu en octobre 1967 (paragraphe 271 du rapport général) seront à présent mis à profit par l'exécutif unique pour l'établissement des critères qui doivent être à la base de mesures favorisant la mobilité professionnelle dans des industries autres que celles de la C.E.C.A.

Enfin, votre commission espère que s'inspirant de la politique de reconversion de la Haute Autorité, la Commission européenne prendra les mesures voulues en la matière, sans attendre la fusion des traités.

14. Votre commission approuve sans réserve l'opinion de la Commission européenne exprimée au paragraphe 12 de l'exposé social : « Si l'industrialisation régionale ne s'appuie pas sur une forte infrastructure comportant une variété d'établissements industriels et autres, l'emploi dans ces zones reste aléatoire ».

La commission des affaires sociales et de la santé publique voudrait simplement exprimer cette idée d'une manière plus positive et dire que, les traités s'assignant pour but une amélioration des conditions de l'emploi, l'industrialisation régionale doit être encouragée et appuyée sur une forte infrastructure comportant une variété d'établissements industriels et autres.

Ainsi formulée, cette exigence contraste fortement avec la politique régionale menée présentement au niveau de la Communauté qui n'a pas encore dépassé le stade des études et des considérations théoriques.

Votre commission a donc lieu d'insister, une fois encore, pour que les organes communautaires s'attaquent sans tarder à cette tâche extrêmement urgente

en s'inspirant des actions qui ont été menées sur la base du traité de la C.E.C.A. pour résoudre les problèmes de reconversion et de développement.

15. Aussi la commission des affaires sociales et de la santé publique approuve-t-elle sans la moindre réserve l'intention exprimée au paragraphe VIII de l'introduction par l'exécutif, qui annonce qu'il veillera « à contrebalancer par son action les incidences négatives, parfois douloureuses, de ces opérations d'assainissement économique et s'efforcera de garantir les moyens d'existence des travailleurs, afin que ceux-ci soient finalement bénéficiaires de cette modernisation des structures industrielles et agricoles ».

Ayant le ferme espoir que l'on ne s'en tiendra pas à de bonnes paroles, votre commission se demande si les deux décisions du Conseil, dont la Commission se déclare satisfaite au paragraphe VIII de l'introduction (1), suffisent pour que l'on puisse parler d'une action efficace. Votre commission soutient en tout cas les propositions faites récemment par les partenaires sociaux, qui ont suggéré de réunir une conférence sur les problèmes de l'emploi à laquelle participeraient, sur un pied d'égalité, le Conseil, la Commission européenne et les représentants des employeurs et des travailleurs. Une discussion entre tous les intéressés semble en effet nécessaire pour leur permettre d'examiner en commun les mesures concrètes qui, étant donné la situation actuelle et l'évolution à laquelle on peut s'attendre, pourraient être prises ou recommandées afin notamment de rendre moins pénibles certaines situations existantes ou d'y mettre fin. Elle permettrait d'examiner en même temps les conséquences de la réalisation de la liberté d'établissement des travailleurs et en particulier le danger d'un déplacement du chômage d'un pays à l'autre qui pourrait résulter de la libre circulation des travailleurs.

16. Il convient de souligner à ce propos l'allocation faite par M. Levi Sandri le 13 mars 1968 devant le Parlement européen et spécialement les nouvelles idées qu'il n'a pas craint d'exprimer au sujet du « droit au travail », lequel ne doit plus être défini comme la « stabilité de l'intéressé au sein de l'entreprise elle-même ». Nous considérons — nous le soulignons expressément — que c'est là un jugement politique et non pratique.

Eu égard aux profonds changements structurels dans les différents secteurs économiques et les diverses régions de la Communauté, il est en effet justifié de donner à la notion de « droit au travail » cette signification extensive. La commission des affaires sociales et de la santé publique n'en doit pas moins continuer d'insister sur la nécessité de garantir en premier lieu la sécurité effective de l'emploi. Il est essentiel que, s'agissant donc de la notion de « droit au travail », on passe de la certitude d'avoir un emploi *déterminé* à la certitude d'avoir *un* emploi et que l'on conçoive en même temps la politique de l'emploi

(1) Discussion annuelle de la situation et des perspectives du marché de l'emploi et mise en œuvre, par étapes, d'un plan de collaboration entre les services nationaux de l'emploi et du travail.

d'une manière plus souple pour que disparaisse l'ancienne conception du chômage et que les travailleurs inoccupés soient considérés comme une sorte de réserve de main-d'œuvre à laquelle un niveau de vie raisonnable est garanti, même lorsque des postes de travail ne sont pas disponibles dans l'immédiat.

Cette idée a d'ailleurs déjà été émise à plusieurs reprises par la commission des affaires sociales et de la santé publique, et la future politique sociale de la Communauté devra s'inspirer résolument de ce que l'on peut appeler, à la lumière de l'exposé de M. Levi Sandri, un bon droit.

17. Le soin avec lequel a été rédigée la partie du chapitre relatif à l'emploi dans les industries de la C.E.C.A. (paragraphe 48 à 72 de l'exposé social) amène la commission des affaires sociales et de la santé publique à inviter la Commission européenne à fournir dans ses prochains rapports des renseignements aussi détaillés sur d'autres secteurs, entre autres ceux qui méritent de retenir l'attention parce qu'ils doivent faire face à des difficultés structurelles ou conjoncturelles particulières, telles que, par exemple, l'industrie textile et la construction navale.

18. La déclaration de la Commission selon laquelle les rapports de main-d'œuvre non nationale ont diminué au niveau de la Communauté de plus de la moitié par rapport aux années précédentes et les renseignements fournis par les différents pays sur le nombre et la provenance de cette main-d'œuvre étrangère amènent votre commission à faire remarquer dès maintenant que l'adaptation des travailleurs migrants et de leurs familles à leur nouveau milieu n'est pas encore satisfaisante partout. L'action sociale en faveur de ces travailleurs, analysée au paragraphe 304 de l'exposé social d'une manière détaillée, est du plus haut intérêt, mais doit cependant être intensifiée jusqu'à ce que soit créée une véritable citoyenneté communautaire.

C — Relations et conditions de travail — Salaires

19. A la lecture du chapitre III de l'exposé sur la situation sociale, on se rend compte immédiatement combien l'harmonisation des conditions de travail a peu progressé dans les différents pays, même dans le cas des mêmes industries. Peut-être pourra-t-on se faire une idée plus précise de l'évolution des conditions de travail, du moins dans les industries de la C.E.C.A., grâce au document qui, selon la note en bas de page relative au paragraphe 79, est actuellement en préparation, et dont votre commission attend la publication.

20. On ne peut que se féliciter de certains faits relatés dans le chapitre III et notamment, comme l'indique le paragraphe 75 en ce qui concerne la France, de la tendance des partenaires sociaux à l'ouverture de négociations en vue de la conclusion d'accords cadres au niveau national, ainsi que des discussions en cours en république fédérale d'Allemagne entre le gouvernement et les organisations de travailleurs,

d'employeurs et d'entrepreneurs sur les principaux problèmes actuels de la politique économique et des revenus (action concertée, paragraphe 76).

Tout aussi importante est l'indication du paragraphe 77 selon laquelle en France et en Italie, des modifications aux dispositions en vigueur en matière de protection du travail des jeunes ont été apportées sur la base d'une recommandation de la Commission européenne, tandis qu'au Luxembourg, un projet de loi en la matière a été soumis au Conseil d'État. Ce fait montre que les travaux des instances européennes influent sur l'évolution des conditions de travail dans les États membres.

21. Pour le reste, les renseignements réunis dans le chapitre III ne sont pas toujours présentés avec clarté et la commission des affaires sociales et de la santé publique souhaiterait qu'à l'avenir les évolutions constatées dans les différents pays dans certains secteurs tels que celui du droit du travail, celui de la législation sociale et celui de la politique de formation du patrimoine soient comparées entre elles. Pour ce qui est de la politique des revenus et des patrimoines, votre commission espérait trouver des indications plus détaillées, d'autant plus qu'au cours de la session du Conseil du 19 décembre 1966, il avait été demandé que l'on étudie également, outre divers autres problèmes, le problème de la participation des travailleurs à la gestion des entreprises ainsi que les mesures destinées à encourager la formation du patrimoine chez les travailleurs.

Certes, comme il ressort du paragraphe 45 de l'aperçu de ses activités, la Commission européenne s'est mise à étudier les données statistiques disponibles sur la structure des revenus ainsi que les systèmes d'encouragement à la formation du patrimoine chez les travailleurs, systèmes déjà existants ou encore à l'état de projets ; mais à présent que dans trois pays au moins (France, Allemagne, Pays-Bas), la politique des patrimoines est stimulée ou développée sous l'une ou l'autre forme, votre commission espère recevoir d'autres renseignements sur l'objet et la portée de ces initiatives nationales afin de pouvoir déceler, dès maintenant, les chances d'aboutir à une politique harmonisée.

22. Enfin, votre commission note avec satisfaction que le nombre des conflits du travail est resté limité dans les six États membres en 1967, ce qui est incontestablement l'indice d'un climat favorable dans le secteur de l'emploi.

On s'étonne toutefois qu'il ne soit aucunement fait mention des conflits du travail qui se sont produits en France et votre commission se demande si cette omission n'est pas due à quelque négligence (1).

(1) La Commission européenne a fourni ultérieurement les données suivantes :

	1966	1967
Nombre de conflits	1.711	1.675
Nombre de travailleurs ayant cessé le travail	1.028.600	2.823.600
Durée moyenne (heures)	31,2	41,2

23. Les renseignements donnés au chapitre IV de l'exposé social au sujet de l'évolution des salaires et des traitements montrent que celle-ci est restée favorable, à ceci près qu'en 1967 les hausses de salaires ont été moins élevées que l'année précédente alors que, pendant cette même période, le coût de la vie enregistrait en général une hausse sensible.

Consciente de la nécessité d'accroître le pouvoir d'achat des travailleurs, votre commission est quelque peu inquiète de cette évolution, bien qu'elle diffère d'un pays à l'autre et d'une industrie à l'autre.

En revanche, la durée du travail a pu être réduite à nouveau dans la plupart des pays, mais on ne saurait considérer cette réduction comme une évolution favorable sans plus, par là que certaines réductions de la durée effective du travail étaient la conséquence de réductions de la durée du travail due à la mauvaise situation conjoncturelle.

Votre commission a l'impression que l'évolution dans le domaine des salaires et de la durée du travail est moins encourageante que les autres années et estime qu'une vigilance renforcée est nécessaire pour éviter qu'à la longue, la réalisation d'un des principaux objectifs des traités, à savoir le relèvement du niveau de vie des travailleurs, ne se trouve compromise.

24. La commission des affaires sociales et de la santé publique a pris connaissance avec un vif intérêt des considérations intéressantes faites aux paragraphes 176 à 181 sur l'évolution de la rémunération des salariés dans le cadre de l'évolution économique générale. En insérant cette étude spéciale, la Commission européenne a répondu à un vœu exprimé à plusieurs reprises par votre commission, qui désire avoir une vue plus claire du rapport entre le revenu des salariés et le revenu national. Les renseignements fournis à ce sujet sont substantiels et votre commission est heureuse de reproduire ici la conclusion formulée par l'exécutif (paragraphe 181) selon laquelle, durant la période allant de 1955 à 1965, la rémunération des salariés dans les six États membres a non seulement marqué le même taux d'augmentation que les revenus moyens des indépendants et des entrepreneurs, mais que dans la plupart de ces pays, elle a même augmenté davantage. La Commission européenne pourrait peut-être préciser si elle dispose à présent, trois mois après la parution de l'exposé social, de chiffres permettant de voir si cette évolution s'est poursuivie pendant l'année 1967. En tout état de cause, votre commission invite l'exécutif à continuer, dans l'avenir, à suivre de près l'évolution de la quote-part des salaires dans la Communauté et de publier régulièrement les résultats de ses recherches dans son exposé social.

D — Formation professionnelle

25. Dans son avis sur le premier programme de politique à moyen terme, la commission des affaires sociales et de la santé publique a souligné l'importance décisive de la formation professionnelle et fait

remarquer qu'en ce domaine les impératifs sociaux rejoignent les impératifs de la vie économique.

Qu'en ce qui concerne la formation professionnelle, l'accent doit être mis sur une formation polyvalente, c'est là une suggestion qui a déjà été formulée à maintes reprises par la commission des affaires sociales et de la santé publique. Il ne peut plus être question demain de préparer l'homme à une seule profession, mais il s'agit de lui assurer une formation de base telle qu'il puisse, en cas de nécessité, passer à l'exercice d'une autre sans trop de difficultés.

26. Le chapitre V de l'exposé social montre une fois de plus que si des initiatives ont été prises dans les différents États membres et si l'on y tend à réorganiser la formation professionnelle et à l'adapter aux nécessités de l'économie, jusqu'ici peu d'initiatives communautaires ou d'initiatives coordonnées ont été prises pour combler le retard de la Communauté par rapport à d'autres pays industrialisés.

Votre commission est consciente des difficultés qui font obstacle aux suggestions d'adopter des mesures organisées et financées en commun et qui tiennent aux différences existant entre les systèmes en vigueur dans les États membres, mais elle n'en est pas moins déçue de constater l'absence d'actions efficaces, tout au moins en ce qui concerne la C.E.E. (mises à part les recommandations concernant la liste communautaire de connaissances et aptitudes minimales requises pour l'exercice des professions de tourneur, fraiseur et rectifieur).

Elle peut heureusement signaler le fait que des activités fort utiles, et relatées dans le détail, ont été menées dans le cadre de la C.E.C.A.

27. L'orientation professionnelle n'a cessé d'être le souci constant de votre commission, non seulement en raison du rôle croissant qu'elle joue dans le cadre d'une politique de l'emploi, mais surtout parce que seule une bonne orientation professionnelle peut permettre à l'homme d'exercer une activité en rapport avec sa personnalité et contribuer ainsi à rendre son travail plus agréable et à en améliorer le rendement, en lui permettant d'en tirer un maximum de satisfaction.

Il est donc heureux que la recommandation adressée par la Commission aux États membres le 18 juillet 1966, et qui tend à développer l'orientation professionnelle, ait fait l'objet d'un début d'application et que des échanges d'informations plus larges et des confrontations des résultats de l'expérience acquise aient lieu entre les différents services nationaux intéressés.

Votre commission compte pouvoir revenir sous peu sur toute cette question, sur la base de l'exposé annuel des activités d'orientation professionnelle annoncé au paragraphe IX de l'introduction, dont elle espère ne plus devoir attendre trop longtemps la publication.

28. Nous ne pouvons terminer le chapitre relatif à la formation professionnelle sans nous arrêter à la rééducation et à la réadaptation des travailleurs, secteurs où les mesures prises en faveur des travailleurs de l'industrie de la C.E.C.A. contrastent avantageusement avec les aides communautaires accordées par le Fonds social européen. Les renseignements fournis à ce sujet prouvent une fois de plus combien il est nécessaire d'accroître l'efficacité des mesures du Fonds social européen et votre commission ne peut que regretter qu'aucune décision en ce sens n'ait encore été prise à ce jour.

Au cours des entretiens que votre commission a eus avec les partenaires sociaux, ceux-ci ont insisté de leur côté pour que soient développés les moyens d'intervention du Fonds social européen, qui doit devenir un instrument d'amélioration de l'emploi dans le marché commun, sous peine de rester limité à une sorte de « clearing » a posteriori, ainsi qu'il est dit au chapitre III de l'introduction à propos des opérations effectuées par ce Fonds.

E — La sécurité sociale

29. Une analyse de l'évolution en fait de sécurité sociale doit, plus encore que dans les chapitres précédents, faire la distinction entre les activités exercées au niveau national et au niveau communautaire et faire apparaître que par suite de l'interprétation restrictive qui est encore donnée par les États membres aux dispositions de l'article 118 du traité de la C.E.E., la Commission européenne dispose de moyens d'intervention personnelle par trop limités.

30. Les changements intervenus dans les États membres se caractérisent par des modifications parfois profondes des structures mêmes des régimes de sécurité sociale. C'est ainsi qu'une réforme générale a été opérée en France. En Belgique, un nouveau régime de pensions des salariés a été mis en vigueur et le champ d'application des trois branches du système de sécurité sociale des indépendants (maladie, pensions et allocations familiales) a été modifié. En république fédérale d'Allemagne, des mesures financières ont été prises en matière de pensions. Le programme économique mis en application en Italie en 1967 pour la période 1966—1970 prévoit des réformes profondes du régime de sécurité sociale. Aux Pays-Bas, l'événement marquant a été l'entrée en vigueur, le 1^{er} juillet 1967, d'une assurance, de structure modifiée, contre l'incapacité prolongée. Enfin, au Luxembourg, des améliorations à la loi sur l'assurance de l'invalidité et de survie, telle qu'elle est organisée dans les régimes de pension contributifs, sont en cours d'élaboration.

31. En résumé, on peut dire que le niveau des garanties a été amélioré dans tous les pays et que, d'une façon générale, les taux de la sécurité sociale ont été relevés dans une certaine mesure : il en va ainsi aussi bien pour les régimes généraux que pour les régimes particuliers applicables aux mineurs.

32. Cette évolution, à laquelle il convient d'applaudir dans la mesure où il en résulte un relèvement du niveau de l'assurance et une extension de son champ d'application, présente néanmoins un aspect défavorable : quand les régimes nationaux sont perfectionnés en fonction de critères disparates, il y a de moins en moins de possibilités d'y apporter ultérieurement des aménagements procédant d'un plan et de conceptions communautaires. En d'autres termes, il est légitime de se demander si cette évolution n'entraînera pas des divergences plus grandes encore entre les différents systèmes et si, en fin de compte, l'harmonisation prescrite par le traité pourra encore voir le jour.

Or, au chapitre VI de l'introduction, la Commission européenne arrive à la conclusion que « la tendance, procédant en quelque sorte d'un certain automatisme, vers l'harmonisation » n'est pas contestable, tout en déclarant d'ailleurs, au paragraphe 203, que « dans plusieurs pays, des mesures restrictives ont été prises, motivées par la situation financière de la sécurité sociale » et qu'il paraît donc justifié de se demander si le « rapprochement » prévu à l'article 117 du traité de la C.E.E. se réalisera effectivement « dans le progrès ».

33. Votre commission doit donc insister pour que l'on se montre vigilant, d'autant plus qu'au paragraphe 206, la Commission européenne paraît douter elle-même que les conceptions des États membres en ce qui concerne la programmation et le sens de la politique de sécurité sociale soient parfaitement identiques et se demande s'ils ne sont pas davantage fondés sur ce que la sécurité sociale *peut* faire plutôt que sur ce qu'elle *doit* être.

Votre commission estime donc qu'il serait utile qu'elle dispose le plus rapidement possible des études annoncées au point IX de l'introduction, concernant les problèmes économiques et financiers qui se posent en matière de sécurité sociale, dans lesquelles elle espère trouver des éléments de comparaison au niveau de la Communauté.

Elle attend de même avec intérêt l'étude sur « l'évolution passée et future des régimes de sécurité sociale » dont il est question au paragraphe 40 de l'aperçu de l'activité de la Commission européenne. En effet, au dire de la Commission, cette étude constitue une contribution aux travaux en relation avec la mise en œuvre de la politique économique à moyen terme sur laquelle le Parlement sera appelé à se prononcer prochainement.

F — Sécurité et hygiène du travail et protection sanitaire

34. Selon la Commission, le progrès dans le domaine de la science et de la technique, la mise au point de nouvelles machines et de nouvelles méthodes de travail et les risques qui y sont inhérents ont mené, au cours de la période couverte par le rapport, à une poursuite de l'évolution des dispositions légales dans le domaine de la sécurité et de l'hygiène du travail.

Comme les années précédentes, le problème central de la législation dans le cadre de la prévention technique des accidents est constitué par la protection des machines dangereuses ainsi que par les installations nécessitant une surveillance, notamment les chaudières à vapeur et les récipients à gaz comprimé. En outre, plusieurs États membres se sont occupés de la mise au point des prescriptions régissant les substances et préparations dangereuses.

Votre commission invite la Commission des Communautés européennes à veiller à ce qu'au plus tôt les États membres se conforment intégralement aux dispositions de la directive du Conseil du 27 juin 1967 concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives relatives à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses (1).

35. Votre commission estime, tout comme l'exécutif, qu'il convient, dans le cadre de ces travaux de rapprochement, de conserver une certaine souplesse aux prescriptions relatives à la sécurité technique, afin de réserver de larges possibilités de développement et d'amélioration.

36. Aux paragraphes 230 à 243, la Commission donne un aperçu des travaux législatifs effectués par les États membres dans le secteur de la sécurité et de l'hygiène du travail et des progrès réalisés à cet égard durant la période couverte par le rapport.

Comme les années passées déjà, votre commission doit constater cette fois encore que les États membres ont examiné chacun pour soi des problèmes analogues, sinon les mêmes problèmes. Citons, par exemple, les questions concernant les récipients à gaz comprimé, les travaux en caissons à l'air comprimé, les générateurs d'acétylène, les prescriptions relatives à la sécurité dans le domaine de l'agriculture et de la construction navale.

Mais la coordination nécessaire fait toujours défaut. Il convient que la Commission des Communautés européennes se charge de l'assurer. Votre commission rappelle à ce propos que les articles 100 et 118 du traité prescrivent une harmonisation et une étroite coopération.

37. Votre commission regrette que l'exposé social de la Commission ne dise pas si et dans quelle mesure les États membres ont transmis, conformément à la recommandation du 20 septembre 1965 relative à la communication préalable à la Commission, à l'état de projets, de certaines dispositions législatives, réglementaires et administratives (2), leurs projets de dispositions techniques, pour donner ainsi à l'exécutif la possibilité de se prononcer à leur sujet.

Elle ne peut se défendre de l'impression que les États membres n'ont guère donné suite jusqu'à présent à cette recommandation, ce qui a eu nécessaire-

(1) J.O. n° 196 du 16 août 1967.

(2) J.O. n° 160 du 20 septembre 1965, p. 2611/65 et s.

ment pour effet de rendre plus difficile l'œuvre d'harmonisation de la Commission.

38. Votre commission renouvelle sa demande que l'exécutif prenne l'initiative d'arrêter, d'un commun accord avec les États membres, des règlements harmonisés tenant compte des progrès de la technique dans le domaine de la sécurité et de l'hygiène du travail. En l'espèce, il conviendrait d'examiner en priorité les domaines pour lesquels certains États membres ont déjà entamé ou achevé l'élaboration de nouvelles dispositions.

39. Il faut déplorer que la Commission n'ait toujours pas donné suite au vœu que l'ancienne commission de la protection sanitaire avait formulé à différentes reprises, à savoir qu'il soit créé un service chargé de coordonner et de poursuivre les travaux législatifs des États membres dans le domaine de la sécurité du travail et de la protection sanitaire. Il faudrait faire de ce service, doté du personnel scientifique voulu, un « Office européen de la santé ». L'ancienne commission de la protection sanitaire avait déjà souligné que rien ne serait plus absurde que de faire, dans les six pays, un même travail qui pourrait être mené à bien, moyennant une coordination judicieuse, par un service unique.

Votre commission estime d'ailleurs que si le travail était organisé ainsi, l'opinion publique pourrait être informée plus efficacement de l'activité de la Commission européenne dans le domaine de la protection sanitaire (1).

40. Votre commission renvoie aux excellents travaux de coordination que les États du Benelux ont effectués dans les domaines traités dans ce chapitre. Elle note avec intérêt que le Comité des ministres du Benelux a adopté une deuxième recommandation relative à l'harmonisation des législations en matière de pesticides et de produits phytopharmaceutiques, ainsi qu'une recommandation relative aux prescriptions de sécurité pour les meuleuses. Elle regrette d'autant plus que la Commission n'ait toujours pas présenté la proposition de directive ou de règlement sur les résidus des pesticides dans et sur les denrées alimentaires, annoncée depuis des années.

Votre commission ne comprend toujours pas pourquoi les trois autres États membres ne participent pas aux travaux d'harmonisation des pays du Benelux. Il lui apparaît d'autant plus nécessaire de créer le service de coordination communautaire réclamé au paragraphe 39 de ce rapport.

41. Votre commission regrette que le Conseil de ministres n'ait pas encore adopté la proposition de

(1) Dans sa réponse à la question écrite n° 19/68 de MM. Angioy et Santero, la Commission signale que grâce à la nouvelle répartition des tâches que permettra la fusion des exécutifs, elle sera mieux en mesure de suivre les travaux législatifs nationaux en matière de sécurité du travail et de protection sanitaire. C'est répondre à côté de la question, car pour le Parlement européen, il s'agissait, et il s'agit toujours, de créer un institut de coordination des travaux législatifs nationaux.

directive concernant la fabrication et l'utilisation des pistolets de scellement, dont il est saisi depuis des années. Elle rappelle qu'il ne s'agit pas, en l'occurrence, d'un problème purement technique, mais d'une question de principe, celle de savoir si la Communauté peut fonder ses travaux d'harmonisation dans le domaine de la sécurité du travail et de la protection sanitaire non seulement sur l'article 118, mais aussi sur l'article 100 du traité, et donner ainsi à ses initiatives un caractère obligatoire.

Les Pays-Bas, quant à eux, n'ont pas attendu et ont publié, durant la période couverte par le rapport, trois arrêtés royaux relatifs à ces questions.

En raison de l'évolution divergente qui menace le droit communautaire, la Commission est invitée à insister auprès du Conseil pour qu'il adopte sans délai cette proposition de directive, afin de prévenir, lors de l'utilisation de pistolets de scellement, les risques d'accidents qui ont considérablement augmenté par suite de la libre circulation des travailleurs.

Votre commission rappelle une fois de plus, à ce propos, qu'il reste beaucoup à faire en matière de prévention des accidents. L'élaboration de prescriptions d'harmonisation applicables dans ce domaine constitue un exemple typique des tâches que l'on pourrait confier à l'Institut sanitaire européen doté du personnel scientifique voulu, dont la création est recommandée au paragraphe 39 du présent rapport.

42. On peut lire dans le rapport de la Commission (paragraphe 243, alinéa 3) qu'aux Pays-Bas, quatre services médicaux d'entreprise ont été reconnus et que trois autres se sont volontairement soumis au contrôle prévu par les dispositions légales. Votre commission s'étonne qu'à ce propos, la Commission des Communautés européennes n'ait pas mentionné sa recommandation de 1962 relative à la médecine du travail dans l'entreprise (1). Elle en conclut que l'application de cette recommandation par les États membres laisse encore beaucoup à désirer. Elle renvoie à cet égard aux questions écrites n°s 3/68 et 4/68 de M. Bergmann (2).

Votre commission invite à nouveau la Commission à insister, conformément à sa promesse, auprès des États membres pour qu'ils donnent suite à cette recommandation.

43. La Commission constate que durant la période couverte par le rapport, de notables progrès ont été accomplis par les États membres en vue de compléter ou de modifier les dispositions législatives, réglementaires et administratives propres à assurer le respect des normes de base. A son avis, il y a lieu de compter les articles 30 à 33 parmi les dispositions du traité C.E.C.A. dont l'application a été particulièrement satisfaisante. Dans les paragraphes 246 à 249, la Commission donne un aperçu des dispositions législatives, réglementaires et administratives propres à assurer le respect des normes de base arrêtées par les

(1) J.O. n° 80 du 31 août 1962, p. 2181/62.

(2) Bulletin n° 3/68-69, p. 6 à 9.

États membres jusqu'à la fin de 1967. Votre commission aimerait savoir à quelle date on peut espérer que les dispositions de la directive concernant les normes de base seront intégralement appliquées dans tous les États membres.

44. Votre commission prend acte avec satisfaction de ce que le taux de la radioactivité de l'air, de l'eau et des retombées a continué à diminuer durant la période couverte par le rapport.

45. Votre commission attache une importance particulière à la surveillance, dans la Communauté, du niveau de contamination des différentes denrées alimentaires. Elle rappelle qu'environ 90 % du total de la radioactivité est imputable à l'ingestion d'aliments. Le principal agent de contamination est le lait. Il doit donc faire l'objet des plus sévères contrôles.

Aussi longtemps que la surveillance de la radioactivité du lait sera assurée de manière différente dans les États membres, la Commission devra jouer un rôle coordinateur en ce domaine et il lui appartiendra de définir la procédure la plus appropriée, en vue de la faire appliquer dans l'ensemble de la Communauté.

46. Votre commission souligne à nouveau la nécessité d'adopter des principes et des mesures administratives uniformes en matière de surveillance de la radioactivité ambiante, en particulier de la chaîne alimentaire, de façon à obtenir des résultats qui puissent être comparables. Aussi longtemps que ces résultats ne seront pas comparables, la Commission ne sera pas en mesure de s'informer objectivement, conformément à l'article 36 du traité C.E.C.A., du taux de radioactivité auquel est exposée la population.

47. Votre commission rappelle que l'un des objectifs essentiels du traité de l'Euratom est d'assurer une large protection sanitaire de la population et des travailleurs.

Elle invite, par conséquent, la Commission à intensifier son activité dans ce secteur.

G — Logement social, questions familiales et services sociaux

48. Après avoir pris connaissance des informations que fournit au sujet du *logement social* l'exposé sur la situation sociale, la commission des affaires sociales et de la santé publique regrette de devoir constater que la situation n'évolue pas partout comme elle le souhaiterait.

Il ne faut pas oublier, en effet, que si le total des logements achevés en 1967 doit être du même ordre de grandeur qu'en 1966, comme le prévoit la Commission au paragraphe 260, cela signifie, en fait, que ce chiffre sera, une fois de plus, inférieur à celui de 1965.

D'autre part, la stagnation de la construction persiste en France et en Italie, pendant qu'en Belgique,

la construction sociale demeure insuffisante. La qualité des logements disponibles dans ce dernier pays laisse d'ailleurs beaucoup à désirer et les quelques conclusions formulées au paragraphe 263, que l'on peut tirer d'une enquête par sondages dont les résultats ont été publiés en 1967, ne sont guère encourageantes.

49. Nul ne s'étonnera, dès lors, que votre commission exprime une fois de plus sa déception que l'on n'ait toujours pas trouvé le moyen de donner à l'heureuse politique du logement pratiquée par la C.E.C.A. les dimensions d'une politique communautaire s'adressant à tous les travailleurs et, notamment, qu'on n'ait pas encore fait en sorte que le Fonds européen puisse intervenir dans le financement de la construction de logements, tout au moins en faveur des travailleurs migrants.

50. Votre commission attend avec intérêt le rapport sur le programme spécial de construction annoncé au paragraphe 61 de l'aperçu de l'activité de la Commission européenne.

La Haute Autorité avait pris dès 1965 l'initiative d'un sixième programme d'aide financière à la construction de logements sociaux dans la Communauté et, en vue de la réalisation de ce programme, elle avait prélevé sur la réserve spéciale, pour l'affecter à la période du 1^{er} janvier 1966 au 31 décembre 1968, un montant de 20 millions u.c. Il serait donc temps que la Commission européenne envisage la mise sur pied d'un nouveau programme de construction, dont votre commission aimerait être informée dans le plus bref délai possible.

51. Les *questions familiales* retiennent toujours l'attention de votre commission, qui se plaît à exprimer sa satisfaction au sujet de l'évolution dont l'exposé fait état. Il est heureux, notamment, que l'on se préoccupe de plus en plus, dans les différents pays, de l'aide aux familles et aux personnes âgées, et que l'on y prenne de plus en plus d'initiatives en vue de promouvoir le tourisme social et d'améliorer son organisation.

Il ne s'agit pas là de problèmes secondaires, mais de questions qui, dans le cadre d'une politique sociale moderne, acquièrent une importance sans cesse accrue. Une étude⁽¹⁾, sur laquelle nous reviendrons, fait à ces activités une large place dans un programme de revendications sociales repensé en fonction du droit au bien-être considéré comme allant de soi, et de la modernisation très rapide de notre mode de vie ; d'autre part, le problème de l'utilisation des loisirs ne tardera pas à prendre, dans ce programme, une importance de plus en plus grande.

52. Votre commission se félicite de l'évolution des systèmes d'allocations familiales dans tous les pays de la Communauté. En effet, ces systèmes qui, dans

(1) A. Delpérée, « Y a-t-il une politique sociale européenne ? », dans la Revue belge de sécurité sociale, 9^e année, novembre-décembre 1967.

certain pays, s'inscrivent normalement dans le cadre des régimes de sécurité sociale, jouent un rôle sociologique important du point de vue de la distribution des charges familiales. Votre commission constate notamment avec plaisir que l'aide aux familles se développe également sous d'autres formes, comme l'ouverture de crèches et de garderies d'enfants, l'organisation de services de consultations familiales et de planning familial, et que dans plusieurs États membres, ces initiatives bénéficient de subventions publiques.

53. Une meilleure formation et information du public sur tous les problèmes importants de la vie familiale, qu'il s'agisse de l'organisation de la vie familiale, de l'aide aux familles ou de la psychopédagogie familiale, sans oublier les problèmes généraux de la jeunesse, devient d'une urgente nécessité dans notre société moderne.

54. Les activités déployées dans les États membres en matière de *services sociaux* confirment ces tendances. A cet égard également, l'exposé fait état de progrès substantiels, dus surtout à l'intensification des activités et à une meilleure compréhension de la réalité sociale actuelle, qui n'implique plus exclusivement la recherche de la satisfaction des besoins sur le plan de la consommation. Partout on s'emploie à mettre en œuvre une politique sociale axée sur les problèmes relatifs à la culture, à la santé publique ou à l'utilisation des loisirs, et aussi sur l'important problème du maintien d'espaces verts entre les villes et de la protection des réserves naturelles.

C'est que les problèmes sectoriels ne se posent pas uniquement là où l'emploi est en régression et où le chômage menace ou sévit déjà. L'expansion économique et le progrès technique suscitent, eux aussi, divers problèmes relevant de la psychologie sociale, de la pédagogie ou encore de la sécurité et de la santé publique, en un mot, des problèmes touchant la personne humaine proprement dite. Notre action, en matière sociale, doit tendre sans cesse à donner à tous le sentiment que tout est mis en œuvre pour leur assurer aide et protection sur les lieux de travail, là où ils vivent, et lorsque leur âge ou leur état physique ou moral leur pose des problèmes particuliers.

55. Pour toutes ces raisons, votre commission estime qu'il importe de donner de plus en plus d'extension aux activités sociales et elle se réjouit de l'intensification, dont l'exposé fait état, des mesures intéressantes notamment la jeunesse, les handicapés physiques ou mentaux et les personnes âgées.

56. Comme il se doit, l'activité déployée sur le plan social en faveur des travailleurs migrants et de leurs familles ne s'est pas ralentie. Tout en prenant acte de l'extension et de l'amélioration considérables de l'action sociale organisée en faveur de cette catégorie de personnes, votre commission tient à répéter que les initiatives prises dans ce domaine devraient viser plus nettement encore à la création d'une authentique citoyenneté communautaire.

IV — Considérations sur la politique sociale européenne

57. Votre commission des affaires sociales et de la santé publique estime que, dans l'ensemble, l'évolution de la situation sociale dans les États membres durant l'année écoulée a été satisfaisante. Elle ne voudrait cependant pas donner l'impression de se complaire dans une satisfaction béate de ce qui a été réalisé. Il importe, en effet, de se tourner vers l'avenir pour constater qu'il reste, dans le domaine de la politique sociale, énormément de choses à faire.

En de nombreux endroits de son exposé, la Commission européenne elle-même déclare que toutes sortes de questions doivent encore être mises à l'étude et que nombre de mesures devront être proposées. Elle songe notamment aux implications sociales de la politique industrielle, de la politique commune de l'énergie, de la politique régionale, de la politique européenne de la recherche scientifique et technique, etc. D'autre part, il reste encore beaucoup à faire, notamment dans le domaine de la libre circulation des travailleurs : même si le Conseil approuve les propositions de la Commission européenne en temps voulu pour permettre une application intégrale des articles 48 et 49 du traité de la C.E.E. au 1^{er} juillet 1968, c'est-à-dire à partir de la date à laquelle l'union douanière sera devenue un fait accompli, il restera à résoudre nombre de problèmes sociaux et humains, dont ceux qui ont trait à l'adaptation des travailleurs migrants et de leurs familles à leur nouveau milieu social. Il importe également, pour la réalisation d'un marché commun de l'emploi, que soient poursuivis à un rythme rapide les travaux tendant à l'élimination des restrictions à la liberté d'établissement et à la libre prestation des services. Dans les domaines de la sécurité et de l'hygiène du travail et de la santé publique, il faudra avant tout s'employer plus activement à réaliser l'uniformisation des prescriptions en vigueur dans les États membres et arrêter, dans une mesure plus grande que jusqu'à présent, des dispositions communautaires. Maintenant que la fusion des exécutifs est chose faite, votre commission compte bien que la Commission européenne fera droit au vœu qu'elle a formulé à maintes reprises de voir créer un service commun spécial chargé de la coordination et de la poursuite des travaux législatifs des États membres en la matière.

58. Les vues d'avenir sur l'Europe sociale esquissées dans l'introduction de l'exposé sur l'évolution de la situation sociale sont séduisantes et correspondent, pour l'essentiel, à ce dont la commission des affaires sociales et de la santé publique s'efforce depuis des années d'obtenir la réalisation. Votre commission des affaires sociales et de la santé publique estime avec la Commission que « l'économique ne saurait constituer une fin en soi » et qu'« il est indispensable d'y ajouter la volonté politique pour un mieux-être social ». Votre commission n'a négligé aucune occasion de défendre cette thèse et de réclamer la réalisation des objectifs sociaux inscrits dans les traités européens.

59. Ce qui déçoit votre commission, c'est précisément que cette volonté politique d'accroître le bien-être social semble de plus en plus faire défaut. Elle est malheureusement révolue, l'époque où toutes les institutions et organisations européennes rivalisaient d'imagination et d'ardeur en vue de réaliser le plein emploi et d'améliorer les conditions de vie et de travail des travailleurs. Il n'a pas été répondu, jusqu'à présent, aux généreux espoirs qui furent formulés lors du congrès consacré à l'analyse des conséquences sociales de l'intégration européenne qui fut organisé à Bâle, en 1950, par l'Association internationale pour le progrès social, et au cours duquel fut préconisée la construction d'une Europe sociale, pendant de l'Europe des affaires et des trusts.

60. Quinze ans plus tard, en dépit de la conclusion des traités européens et des objectifs sociaux qu'ils définissent, on a pu dire sans ambages qu'il n'existe pas de politique sociale européenne⁽¹⁾. M. Levi Sandri lui-même a accusé, en 1966, les gouvernements nationaux de ne rien vouloir entreprendre sur le plan social.

Lorsque M. Jean Rey présenta au Parlement européen, le 20 septembre 1967, la Commission des Communautés européennes constituée en vertu du traité de fusion et donna un aperçu général de ses premiers travaux et de la manière dont le nouvel exécutif estimait devoir concevoir sa mission, il déclara, pour ce qui est du secteur social : « Nous sommes convaincus que, dans les années écoulées, malgré l'œuvre particulièrement remarquable poursuivie à Luxembourg, on n'a pas fait, dans le domaine social au sein de nos Communautés, des progrès suffisants. Nous sommes impatients qu'un nouvel élan soit donné en matière de progrès social dans notre Communauté ».

Si l'année 1967 s'est caractérisée par l'évolution de la situation sociale décrite ci-dessus, elle a aussi été marquée par de nombreuses dénonciations, tant par la presse que par les milieux syndicaux, de la carence constatée en matière de politique sociale européenne.

61. Lorsqu'on analyse l'évolution de la situation sociale en 1967, on est en effet plus que jamais fondé à se demander en quoi elle a été infléchie par les institutions communautaires.

Dans l'étude que nous avons citée⁽²⁾, il est question, purement et simplement, de l'échec de la politique sociale européenne. Cette étude impute à cinq facteurs les difficultés auxquelles se heurte la mise en œuvre d'une politique sociale européenne :

- 1) L'absence, au plan national et au plan européen, d'une inspiration doctrinale ;
- 2) Le fait que la politique sociale n'a jamais été complètement étatique dans les États membres. Elle y naît sous la pression d'un certain nombre de

groupes revendicatifs ou à l'initiative de milieux patronaux progressistes ou encore grâce à l'intervention des pouvoirs publics ;

- 3) Les dispositions du traité de Rome, qui fixe les compétences sociales des institutions, ne permettent pas, en raison de leur insuffisance, de mener une politique sociale européenne ;
- 4) Les organisations syndicales n'ont pas toujours fait ce qu'elles auraient dû et, au niveau européen, leur organisation demeure faible ;
- 5) L'absence de volonté politique dans le chef des ministres des États membres.

A partir de ces considérations, votre commission des affaires sociales et de la santé publique se propose de faire quelques remarques de caractère général, dans l'espoir de contribuer ainsi à la relance des activités communautaires en matière sociale.

62. Sans vouloir porter un jugement sur les doctrines sociales classiques, dont certains affirment qu'elles sont vaines ou dépassées, force est de constater que les responsables des politiques nationales ont tendance à sacrifier à un pragmatisme extrêmement vague, plutôt que de s'en tenir à une doctrine sociale bien définie.

D'autre part, on connaît l'imprécision, voire l'ambiguïté ou, en d'autres cas, la portée limitée des dispositions sociales des traités et chacun sait que ces faiblesses résultent de la situation politique qui a caractérisé l'époque de la signature des traités. Certes, les exécutifs européens aussi bien que le Parlement européen se sont toujours efforcés de donner à ces dispositions une interprétation extensive et un contenu qui, sans avoir sans doute la portée d'une véritable doctrine, pouvait constituer la base d'une politique suivie et judicieuse.

S'il est sans doute normal que les gouvernements, les partis et les organisations syndicales des six pays n'accordent pas nécessairement la même priorité aux mêmes problèmes sociaux, il n'empêche que le rapprochement graduel des six économies a créé des intérêts et des besoins communs qui appellent une attitude communautaire à l'égard d'un certain nombre de problèmes sociaux.

La commission des affaires sociales et de la santé publique est consciente du fait que si, conformément aux traités, la Communauté s'assigne, en matière sociale, des objectifs ambitieux, les moyens dont elle dispose n'ont qu'une portée limitée, insuffisante pour qu'elle puisse pratiquer une véritable politique sociale ; en outre, l'incompréhension que le Conseil de ministres manifeste si fréquemment réduit encore la portée des pouvoirs des institutions européennes, lesquels sont déjà trop restreints pour permettre la mise en œuvre de ces dispositions pourtant fort peu contraignantes.

63. Bien que dans le passé, les organisations syndicales se soient peut-être encore trop inspirées de revendications d'ordre national, il ne faut pas perdre

(1) M. Lyon-Caen, professeur à la Sorbonne, lors d'une conférence donnée à l'université libre de Bruxelles en octobre 1967.

(2) A. Delpérée, « Y a-t-il une politique sociale européenne ? », dans la Revue belge de sécurité sociale, novembre-décembre 1967.

de vue que dans de nombreux cas, l'existence des Communautés européennes leur a permis d'élargir cette action conçue sur le plan national — par exemple, en ce qui concerne la réduction de la durée du travail ou la réadaptation des travailleurs — au point que la Commission européenne, qui consulte régulièrement les organisations syndicales, a été accusée par certains gouvernements d'utiliser ces organisations comme des groupes de pression contre les gouvernements nationaux. Peut-être les organisations syndicales seront-elles mieux en mesure d'influencer la politique sociale européenne lorsque leur organisation au niveau européen aura été rendue plus représentative.

64. A propos de la volonté politique des ministres, votre commission des affaires sociales et de la santé publique tient à souligner qu'elle n'a négligé aucune occasion de rappeler au Conseil de ministres ses obligations communautaires et la lourde responsabilité qui lui incombe quant au défaut de politique sociale européenne. Elle a dénoncé à maintes reprises la force d'inertie du Conseil de ministres, contrastant de manière saisissante avec les excellentes initiatives prises dans le domaine social par une Haute Autorité supranationale sous le couvert d'une interprétation audacieuse de dispositions, souvent tout aussi vagues, du traité ou même en l'absence de toute disposition, en faveur des travailleurs des secteurs charbonnier et sidérurgique, notamment dans le domaine de la réadaptation, de la reconversion et du logement social.

65. C'est aussi une volonté politique qu'exprime le Parlement européen, composé de « représentants des peuples des États réunis dans la Communauté » (article 137 du traité de la C.E.E. et article 20 du traité de la C.E.C.A.). Cette volonté politique répond très souvent à la bonne volonté, au zèle et aux conceptions en matière sociale de la Commission européenne, ainsi qu'en témoigne le fait que le Parlement se rallie généralement aux propositions de l'exécutif, en ne formulant, lorsqu'il le fait, que des réserves mineures. Il est fréquent que le Conseil de ministres fasse échec à la volonté politique dont le Parlement fait preuve, non pas nécessairement en statuant dans un sens différent de ce qu'aurait souhaité le Parlement, ce qu'on pourrait encore comprendre, mais trop souvent pour s'abstenir de toute décision.

66. Votre commission espère que la fusion des traités permettra de réaliser des progrès plus sensibles sur le plan social et dans le domaine de la santé publique.

Votre commission a déjà traité de façon approfondie, dans les rapports de MM. Troclet (doc. 38/65) et Pètre (doc. 13/65), des aspects sociaux de la fusion des exécutifs. Il est certain qu'au stade actuel, celui de l'exécutif unique, un recours judicieux aux possibilités qu'offre le traité instituant la C.E.C.A. ouvre déjà la possibilité d'influer dans un sens favorable sur la mise en œuvre des dispositions sociales des deux autres traités.

Cependant, c'est la fusion des traités qui nous donnera la meilleure chance de jeter les bases d'une politique sociale à la fois réaliste et véritablement sociale, adaptée aux exigences de l'homme d'aujourd'hui. Tout en sauvegardant les principes sociaux inscrits dans les traités actuels et les réalisations qu'ils ont permises, le nouveau traité devra définir de façon précise une politique économique qui, tenant compte des structures économiques nouvelles ainsi que des nouveaux besoins sociaux, ait pour objet l'amélioration concrète du statut social de l'homme. Les possibilités de mise en œuvre d'une telle politique dépendront dans une large mesure du rôle que le nouveau traité assignera au Parlement européen et des possibilités qu'il offrira aux organisations syndicales européennes de participer, au sein de commissions paritaires européennes, à la mise au point de conventions collectives européennes.

Car ce dont il s'agit, c'est d'assurer à l'homme, dont la collaboration est un facteur indispensable de l'expansion souhaitée, sa part raisonnable de bien-être.

Dans le monde entier, la misère est devenue, dans toute son inhumanité, une nation bien définie. On peut se demander s'il en va déjà de même pour la notion de bien-être.

Sans doute cette notion est-elle encore imprécise à certains égards. Il importe qu'elle soit, elle aussi, mieux définie dans un proche avenir ; non seulement on saura alors, plus exactement qu'à l'heure actuelle, ce qu'implique et ce que n'implique pas le bien-être, mais on saura aussi quelles initiatives il faudra prendre pour que le niveau de vie de toutes les populations défavorisées corresponde à un degré de bien-être raisonnable.